

# 1 Capital humain et éducation

par Anne COUDRAIN, Pascal AIME, Christian GUYARD, Charles EL-NOUTY, Pierre FAYOL

## Enfants et éducation

En Allemagne, la scolarisation des enfants n'est obligatoire qu'à partir de 6 ans. Avant cet âge, les enfants restent dans le milieu familial ou fréquentent des garderies, privées en général, appelées Kindergarten (jardin d'enfants) car il n'existe pas d'école maternelle comme en France. Plus qu'une question d'organisation, cet état de fait résulte de l'histoire. Le principe selon lequel l'enfant doit être éduqué par la famille et non pas dans une structure collective est fortement ancré dans la société allemande depuis les périodes nazie et communiste (cf. RDA). Si aujourd'hui les familles mettent un point d'honneur à ne pas scolariser les enfants avant 6 ans en assurant elles-mêmes leur éducation à la maison, c'est précisément pour éviter de les confier trop tôt à une organisation d'Etat qui pourrait les embrigader. Des réflexions sont encore faites aujourd'hui à des familles plaçant leur enfant au Kindergarten : « *cela ne se fait pas !* ».

L'acquisition du langage est largement réalisée à six ans, surtout si l'enfant a reçu l'attention de ses parents à la maison. Ce qui est vrai pour les petits Allemands l'est aussi pour les enfants d'immigrés. Ces enfants, restés à la maison avec des parents maîtrisant difficilement la langue allemande, ont jusqu'ici peu communiqué avec les enfants de souche et arrivent en primaire avec un double déficit de compréhension de la langue et de comportements en société, et par suite connaissent en moyenne des taux d'échec scolaire importants. L'intégration par la langue est un échec en Allemagne car la scolarisation arrive trop tard. La question est d'importance pour le pays dans la mesure où ces problèmes concernent la troisième génération d'immigrés.

Dès la fin du primaire, les élèves sont orientés selon trois filières d'importance à peu près comparables, qui se distinguent par le niveau d'enseignement et l'importance accordée à la théorie et à la pratique :

- le *Gymnasium* (équivalent du collège puis du lycée) qui les mènera vers l'enseignement supérieur,
- la *Realschule*, qui dispense un enseignement plus appliqué,
- la *Hauptschule*, qui mène à des formations professionnelles.

L'ascenseur social ne mène donc pas aux mêmes étages ! Pour autant, les formations techniques à des métiers très appliqués (bâtiment, plomberie, chauffage, etc.) font l'objet de formations poussées et ne sont pas considérées comme des voies de garage pour élèves faibles; d'une manière générale, les filières professionnelles et les métiers manuels sont mieux considérés qu'en France.

Les élèves du *Gymnasium* passent l'*Abitur* avec en moyenne un an de plus que leurs camarades lycéens français, leur dernière année correspondant en quelque sorte à un approfondissement, qui n'a pas d'équivalent dans le système français. Une réforme est en cours pour faire passer de 13 à 12 ans la scolarité pré-bac comparable à celle du processus de Bologne, qui formate l'enseignement supérieur avec le LMD. Pour les Allemands c'est une page qui se tourne.

Au-delà de l'enseignement du contenu des matières, l'éducation à l'école développe le goût du débat, l'argumentation, l'expression orale et la prise de parole en public et donne une grande importance au travail en groupe. La capacité à travailler en groupe comme à participer en classe est une marque de sociabilité et de bonne intégration dans la collectivité, et compte dans l'évaluation de l'élève. On retrouve plus tard dans nombre de situations de la vie quotidienne et professionnelle impliquant nos partenaires allemands ce comportement collectif, cette faculté à se sentir bien dans un groupe, à y créer la dynamique nécessaire pour analyser et résoudre des problèmes puis à en mettre en œuvre les modes de décision associés. Le nombre incroyable d'associations en Allemagne en est une autre illustration.

## Natalité et immigration

La décroissance de la population en Allemagne a été mentionnée dans plusieurs interventions comme préoccupante. La population allemande vieillit et compte actuellement 82 millions d'habitants et baisse depuis 2005. Les naissances ne couvrent plus les décès depuis 1972. Le taux de natalité est actuellement proche de 1,3 alors qu'il est un peu supérieur à 2 en France. Les causes de ce faible taux de natalité seraient liées à l'absence de véritable politique en faveur de la natalité, au nombre insuffisant de crèches et ensuite à la pression sociétale envers les femmes pour que

ces dernières gardent leurs jeunes enfants à la maison. Le dilemme conduit alors à ne pas avoir d'enfant plutôt que de ne pas pouvoir aller travailler.

L'émigration turque des années 1960 et 1970 était une émigration de travail. Répondant à un besoin ponctuel de main d'œuvre, cette population venait gagner de l'argent pour ensuite retourner au pays, sans qu'il lui fût nécessaire d'apprendre la langue du pays d'accueil. Le temps a passé et cette population est restée en Allemagne. Après trois générations, cette population issue de l'immigration atteint aujourd'hui près de 1,8 millions de personnes. Cette population « entre deux rives » n'est plus turque, sans être devenue germanophone pour autant et ne parle bien ni la langue maternelle, ni l'allemand. Outre des difficultés sociales, elle doit faire face à un sérieux déficit d'intégration par la langue, car l'Allemagne est historiquement un pays de peuples unis par une même langue et une même culture. Il y a d'ailleurs là une grosse différence sur le fond entre les émigrés en France et en Allemagne. A l'inverse des premiers, les seconds maîtrisent mal la langue du sol dans leur grande majorité.

Sur la base des projections actuelles, la population allemande deviendrait moins nombreuse que la population française en 2050. L'Allemagne peut relever le défi démographique auquel elle a à faire face en allant chercher sa population immigrée encore plus loin, avec le problème crucial de l'intégration et en développant sa politique familiale par un investissement massif dans les crèches.

### Naturalisation :

L'année 1999 marque la fin des migrations de sang (ex Volga) et le début des naturalisations des migrants nés sur le sol, le droit rejoignant les faits en modifiant le droit d'accès à la nationalité allemande, plus lié au sol et moins au sang. Les naturalisations de Turcs ne concernent cependant pas plus de 15 000 personnes par an, c'est à dire très peu par rapport au nombre de turcs présents en Allemagne.

### Immigration :

Pour stabiliser la population allemande à son niveau actuel, un flux annuel de 500 000 migrants jusqu'en 2040 serait nécessaire, soit l'équivalent de la population de Francfort. Les pics historiques de migration des années 1950 n'ayant pas dépassé 300 000 personnes par an, les scénarios réalistes tablent sur un flux annuel de 100 000 à 200 000 migrants et estiment ainsi la diminution inéluctable de la population allemande à environ 15 millions de personnes d'ici 2030-2040.

### Crèches :

En Suède, on a pu observer sur la succession de cycles de croissance-décroissance-croissance de la natalité entre 1970 et 2000 étaient directement corrélées aux périodes de développement ou de régression des politiques de soutien aux gardes d'enfants.

Si l'Allemagne continue d'attirer les élites, elle cherche aussi à enrayer la fuite de ses doctorants et post-docs nationaux, aux Etats-Unis principalement.

Enfin, l'université Viadrina près de la frontière polonaise est un exemple de politique volontaire visant à attirer et former des étudiants issus principalement de l'Est de l'Europe pour développer des réseaux de langue et de culture allemande.

## Formation supérieure et professionnelle

L'Allemagne compte 116 universités, lesquelles sont en charge du renouvellement des générations scientifiques et dépendent des Länder, contre 90 en France. Rapporté au nombre d'habitants, la situation est relativement comparable (une université pour 707 000 habitants, pour 753 000 habitants en France). Les deux pays considèrent qu'ils doivent resserrer leur dispositif d'enseignement supérieur : plan campus et PRES en France, initiative « universités d'excellence » en Allemagne.

L'initiative « universités d'excellence » a distingué neuf établissements, qui développent une coopération internationale dynamique, participent de manière significative à des clusters d'innovation et forment des docteurs dans des écoles doctorales d'excellence. L'accent est donc mis sur l'innovation et la formation des doctorants. L'Allemagne forme 27 000 docteurs par an. Le statut de docteur est fortement reconnu dans les conventions collectives et à l'instar des ingénieurs des grandes écoles en France, ce sont ici les titulaires de doctorat qui trustent les postes à haute responsabilité dans l'industrie et les entreprises. La majeure partie des docteurs rejoint le secteur privé : instituts de recherche (type Max Planck ou fondation Humboldt) ou l'industrie, car seuls les professeurs d'université, recrutés en général après quarante ans, ont un statut public.

L'Allemagne compte parmi les pays les plus prisés dans le monde pour y faire ses études. 246 000 étrangers y font des études supérieures. Elle participe activement au processus de Bologne pour entretenir son attractivité et continuer d'attirer les élites. Cet objectif est rendu crucial par sa démographie déclinante. Le maillage monde

économique-formation-université est par ailleurs très développé. Ainsi, l'université libre de Berlin dispose d'un fonds spécifique pour aider les jeunes chercheurs à créer leur entreprise. Elle propose des programmes de formation spécifique à la création d'entreprise ainsi que des espaces réservés à l'incubation des projets de création des diplômés de masters. La *Fachhochschule* de Brandenburg dispose également d'une structure associative indépendante pour aider les étudiants à créer leur entreprise.

Parallèlement, les instituts de recherche développent des programmes visant à accueillir, pour un temps limité, des chercheurs étrangers qui participent à un projet de recherche, ou en sont responsables, et regagnent ensuite leur pays d'origine, participant ainsi à développer le réseau d'influence économique de l'Allemagne. Cette procédure, présentée par l'institut Max Planck de biologie moléculaire et de génétique de Dresde s'adresse notamment aux chercheurs des pays de l'Est. L'université de Viadrina (Francfort-sur-Oder) mène une politique comparable en matière de masters.

L'innovation et la diffusion rapide des innovations technologiques sont au cœur de la politique allemande. Mais cette dernière est consciente qu'il est également important d'organiser le transfert des connaissances et d'attirer les jeunes Allemands vers les sciences car elle souffre comme ailleurs de la perte d'intérêt des jeunes générations pour la chose scientifique. De nombreuses initiatives sont prises en ce sens. Ainsi, la *Fachhochschule* de Brandenburg a créé une interface appelée « laboratoire d'élèves » qui permet à ces derniers de découvrir la recherche et le travail en laboratoire.

Pour les Allemands, opposer recherche fondamentale et recherche appliquée ou séparer la recherche des brevets et de la valorisation n'a pas de sens. La recherche est un continuum, depuis la production de connaissances à celle de produits. L'éducation qu'ils reçoivent fait de la technologie quelque chose de naturel et de noble qu'il est naturel et noble de valoriser pour créer de la richesse. Près de 20% des brevets (23 000) déposés dans le monde le sont en Allemagne ; soit près de 3 fois plus qu'en France.

En Allemagne, il est naturel de se former tout au long de sa vie professionnelle. Les entreprises peuvent s'appuyer sur un système développé de formation permanente et bénéficient d'une offre importante de formations de haut niveau. Il n'est pas rare que des acteurs du monde du travail (dirigeants, cadres, techniciens,...) suivent ces formations, le plus souvent en alternance, afin de contribuer à la réussite de leurs entreprises, au sein desquelles ils souhaitent le plus souvent poursuivre leur carrière professionnelle.

## Economie et marché du travail

De 1989 à 2005, l'Allemagne a lourdement subi le coût de la réunification, en raison notamment de la parité décidée entre les Deutschmarks Ouest et Est et d'un taux de conversion défavorable du Mark lors du passage à l'Euro, qui ont fortement dégradé la compétitivité des entreprises allemandes.

Des réformes majeures ont été entreprises, tout en gardant à l'esprit les lignes directrices du modèle allemand :

- l'économie sociale de marché, voie médiane entre capitalisme et socialisme,
- le « Standort Deutschland » : l'Allemagne se définit comme un site industriel unique au titre duquel la compétitivité des emplois industriels est une exigence essentielle.

Ces réformes ont eu des conséquences fortes sur le marché du travail, donc sur le capital humain. L'idée maîtresse est ici que « rien n'est pire que de rester au chômage ». Encore fortement marqués par le chômage massif de 1929, qui a été le ferment du nazisme, les gouvernements successifs ont toujours arbitré en faveur de l'emploi, allant jusqu'à imposer récemment, avec les réformes Hartz, des contraintes très fortes pour remettre les gens au travail plutôt que de les laisser au chômage, quitte à ce qu'ils soient sous-payés et aidés par un complément public. Les salariés ont admis ne plus pouvoir continuer à vivre comme avant et, autre monde, les syndicats ont choisi de sacrifier les augmentations de salaires pour préserver les emplois. De ce choix initial découle une série de mesures : baisse de l'indemnisation du chômage, développement de contrats aidés, absence de salaire minimum, qui situe désormais les salaires allemands 16% en dessous de la moyenne de l'Europe de l'Ouest. C'en est donc fini du cliché du salarié allemand grassement payé. « Travailler plus pour gagner moins » résume bien cette situation.

Simultanément, l'Etat et les Länder favorisent l'entrepreneuriat. Ils soutiennent la création d'entreprises, principalement en adoptant des mesures fiscales, et appuient l'innovation, en renforçant les liens entre recherche académique et entreprises.

Les réformes ont manifestement porté leurs fruits puisque depuis 2006, l'économie allemande affiche de nouveau une belle santé, par les effets bénéfiques et conjugués de la restauration de la compétitivité des entreprises (baisse de coûts salariaux, fiscalité, internationalisation intelligente de la chaîne de production, stratégie constante d'innovation et de niches) et de réformes structurelles traduisant un effort

d'adaptation à l'économie, comme les réformes Hartz ou la réforme des retraites (réduction des pensions et départ en retraite à 67 ans). 1,5 million d'emplois ont été créés, mais surtout dans le travail temporaire. La crise financière actuelle ne devrait pas remettre en cause ces orientations.

Le climat social s'est néanmoins durci depuis 2006. L'écoute syndicale décroît fortement depuis 1980 et 40% des salariés n'ont pas de convention collective, alors que le droit du travail est ici essentiellement conventionnel. C'est en particulier le cas dans les services, où les salaires peuvent donc être très bas (bien moins que 10 € de l'heure). On observe ainsi la radicalisation des petits syndicats, dont le mode d'action se rapproche du modèle protestataire français. L'apparition d'un salariat pauvre doit aussi faire l'objet d'une attention particulière. Le taux de participation à la grève organisée en janvier 2009 en forte hausse dans les chemins de fer allemands en est l'illustration.



Carnets  
du  
voyage  
d'études  
en  
Allemagne

Cycle national  
2008-2009

Promotion Hubert Curien



**IHEST**

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche  
1, rue Descartes - 75231 Paris cedex 05 - Tél. : 33 (0)1 55 55 89 67 - Fax : 33 (0)1 55 55 88 32  
ihest@ihest.fr - www.ihest.fr

L'IHEST est un établissement public à caractère administratif, prestataire de formation enregistré sous le n° 11 75 42988 75.  
Cet enregistrement ne vaut pas agrément de l'État. Siret n° 130 003 825 00010.